

# Enquête en France sur le meurtre de Dulcie September

L'Humanité, 24 novembre 1997

DEUX enquêteurs, mandatés par la Commission réconciliation et vérité (TRC), sont arrivés en France la semaine dernière. Une mission qui fait suite au rapport réalisé pour le compte de la TRC par un groupe de chercheurs néerlandais travaillant au sein du Netherlands Institute for South Africa, chargés d'investigations sur les crimes commis par le régime d'apartheid à l'étranger. Ce rapport, dont « *l'Humanité* » avait révélé des extraits, pointait notamment l'assassinat en France de Dulcie September, représentante de l'ANC abattue le 29 mars 1988 sur le palier de son bureau parisien. Il y était notamment dénoncé l'attitude « *de plusieurs pays d'Europe – comme le Royaume-Uni, la France et la Belgique – semblant avoir eu un comportement aveugle sur les opérations sud-*

*africaines dans leur pays* ». Le rapporteur du groupe, Peter Hermes, avait indiqué que le meurtre avait été perpétré « *par les services secrets sud-africains avec la complicité passive des services secrets français* ». Des propos démentis par le Quai d'Orsay qui réfute toute implication de services français dans cet assassinat.

Selon le responsable des enquêtes de la TRC, Dumisa Ntsebeza, le gouvernement français a remis aux deux envoyés de la commission les informations dont il disposait sur le meurtre de Dulcie September. « *L'enquête à ce sujet fait partie de la recherche et des procédures d'investigation plus larges menées par la TRC sur les atrocités commises pendant les années de l'apartheid* », a-t-il indiqué.

P. B.